

Responsabilités de l'association et de ses dirigeants

Pour le cas particulier de l'USEP :

a Les associations dont les activités constituent un prolongement des services de l'Etat :

Dans ce cas, le juge administratif considère que les tâches accomplies au sein de ces associations par l'enseignant demeurent un prolongement normal des fonctions ou comme faisant partie des obligations de service de l'intéressé, même lorsqu'elles se déroulent hors temps scolaire. A ce titre, l'enseignant bénéficie donc de la législation sur les accidents de service. Circulaire n° 91-083 du 9 avril 1991 (cf. annexes 16 et 17).

b Les associations exerçant des activités d'intérêt général, ayant un lien étroit avec les missions propres à la puissance publique :

Une association peut être mise en cause sur le fondement traditionnel de la faute. Mais il est des cas où la réparation des dommages causés aux tiers n'est pas subordonnée à la preuve d'une faute mais résulte des conditions mêmes dans lesquelles fonctionne le service. L'Etat peut alors voir sa responsabilité engagée sur le fondement du risque.

REMARQUE

*L'enseignant pour sa classe, le directeur pour l'ensemble des classes de l'école, sont **responsables de l'ensemble des activités** proposées à leurs élèves sur le **temps scolaire** ou sur le **temps périscolaire** prolongeant le temps scolaire.*

Le directeur se doit, sauf cas particulier (sorties éducatives avec nuitées, travail avec des intervenants extérieurs agréés par l'Inspecteur d'Académie par exemple), d'autoriser l'organisation des activités facultatives s'inscrivant dans le cadre général rappelé plus haut. Il doit en particulier vérifier :

- *que les activités concourent bien à la **réalisation des objectifs éducatifs et scolaires**.*
- *que l'association organisatrice a une **existence légale et déclarée**, remplit ses obligations statutaires et qu'elle est donc **agréée** pour intervenir sur les temps scolaire et périscolaire.*
- *que les **enfants participants** d'une part, l'**organisateur** pour ces mêmes enfants participant à l'activité d'autre part, sont bien assurés, ce qui est encore le cas de l'association USEP.*

En cas de dommage causé à une personne au cours des activités, une obligation de sécurité plus ou moins rigoureuse selon la jurisprudence, est imposée aux associations ce qui les oblige à prouver qu'elles avaient remplies toutes leurs obligations et que l'accident était dû à un cas de force majeure.